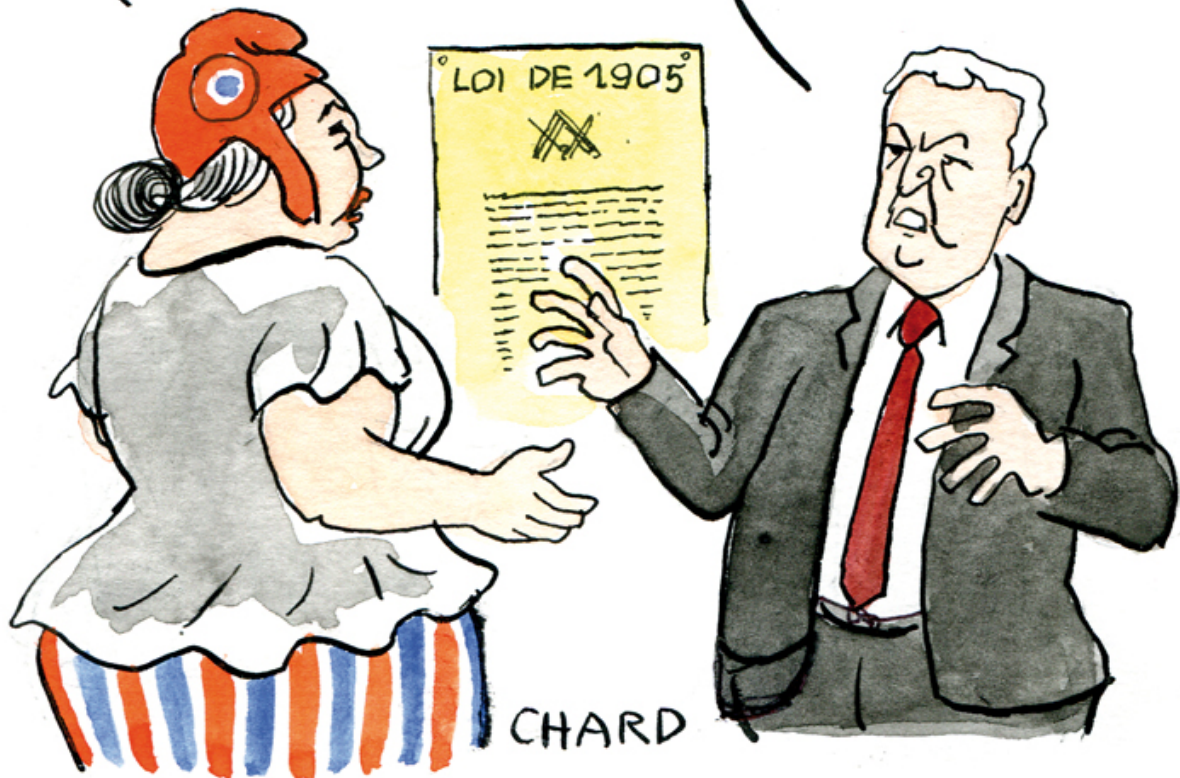


Pétition de francs-maçons pour sauver la loi de 1905 : j'ai signé, malgré tout...

Dans les tuyaux depuis plusieurs mois, le projet de réforme de la loi de 1905, voulu par Emmanuel Macron et porté par Christophe Castaner en sa qualité de "ministre des cultes", sera prochainement débattu à l'Assemblée nationale. Si son contenu a été révélé par [Le Figaro](#), il convient de souligner l'enjeu fondamental dont il est question et d'oublier pour un temps les clivages de toute sorte pour s'opposer massivement à cette réforme qui aura pour principale conséquence de reconnaître officiellement l'islam et, par conséquent, d'ouvrir un peu plus la boîte de Pandore.

RASSUREZ-VOUS,
CETTE MODIFICATION
NE FAVORISERA
QUE L'ISLAM

MAIS IL NE
FAUDRAIT PAS QU'ELLE
PROFITE AUSSI À
L'ÉGLISE CATHOLIQUE !



Aussi, il convient de souligner la publication d'une tribune soutenue par 113 personnalités et plusieurs associations s'opposant à la réforme de la loi de 1905 dans le magazine [Marianne](#), appuyée par une [pétition en ligne](#).

Parmi ces personnalités figurent nombre de "laïcards" bouffeurs de curé et autres avec lesquels Riposte Laïque a été ouvertement en conflit. Certains d'entre eux me cassent d'ailleurs régulièrement du sucre sur le dos, toujours sournoisement mais avec une constance qui frise l'obsession. Quant aux associations concernées, la plupart ne sont que des vitrines officielles de francs-maçons dont un grand nombre ont directement participé à ma mise à mort sociale et

continuent encore à me chercher des poux dans la tête, sans doute déçus de constater que je respire encore...

Je ne dresserai pas ici la liste de ces personnes malveillantes, tout le monde pourra les reconnaître. Je dirai simplement ceci : l'urgence du combat que nous devons mener prime sur les considérations énoncées supra et c'est pourquoi j'ai décidé, après mûre réflexion, de signer et de relayer la pétition :

Pétition contre la réforme de la Loi de 1905 : je l'ai signée malgré les divergences avec certains de ceux qui en sont à l'origine, et qui n'ont pas hésité à me traîner dans la boue. Face à la menace, l'union sacrée est de mise, même à sens unique...<https://t.co/8Nmsi7zGG0>

– Sébastien JALLAMION (@SJallamion) [January 2, 2019](#)

En effet, à l'heure où l'Assemblée nationale la moins représentative de l'Histoire de la V^e République (avec une majorité de députés LREM qui votent des deux mains, tels des automates, tout ce qu'Emmanuel Macron leur demande, sous peine de se voir exclus sur-le-champ de leur groupe) s'apprête à enterrer plus d'un siècle de compromis dont nous pouvions penser qu'ils étaient gravés dans le marbre, nous devons considérer ceci :

- cette réforme est motivée du seul fait de l'islam, encore et toujours cette "religion de tolérance de paix et d'amour", avec la prétention de lutter contre ses financements étrangers, alors même que les Frères musulmans sont parfaitement implantés dans notre pays et se frottent les mains à l'idée d'obtenir une reconnaissance supplémentaire à travers un label de qualité "cultuelle" reconnu par l'État (sic) ;
- les nombreux élus qui contournent allègrement la loi de 1905 depuis des années pour financer des mosquées

avec l'argent du contribuable, par clientélisme ou du fait d'un chantage électoral, seront confortés dans leurs pratiques au lieu de rendre des comptes ;

- en faisant tomber la dernière digue qu'est la loi de 1905, les députés aux ordres d'un exécutif largement contesté aujourd'hui permettront à l'islam de conquérir un espace supplémentaire dont personne ne doit ignorer les conséquences, puisque ce sont les mêmes qui se produisent partout dans le monde dès lors qu'il est en position dominante.

C'est pourquoi j'ai pris sur moi et j'ai décidé de faire passer les intérêts supérieurs de la France avant tout le reste, sachant que le mérite de cette tribune et de cette pétition réside essentiellement dans le fait d'attirer l'attention de l'opinion sur ce sujet grave, et que face au péril islamiste il convient de communiquer le plus largement possible sur toutes les initiatives susceptibles de s'y opposer.

Pour conclure, il convient de dire que s'il existe une raison de plus pour défendre le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) réclamé par les Gilets jaunes, en voilà une, et de taille...

Sébastien Jallamion